

KARIM KHALED

## La dynamique migratoire et ses caractéristiques. Cas des intelligentsias algériennes

*This study aims to return to the "emotional" painfully experienced by the Algerian intelligentsia in its migration context. This is a historical context characterized by a set of socio-political events that have affected deeply the collective memory itself remained since that time hostage unspoken and turned into a repressed collective transgenerational subconsciously structuring intellectual homes migration and acting on the "migratory habitus" among Algerian intelligentsia. We try in this present study to make sense of some psychosocial determinants that have fueled the migration provisions of the Algerian intelligentsia in particular during the 1990s.*

### **Introduction**

La fuite de l'intelligentsia algérienne vers d'autres pays plus attractifs est déterminée fortement par deux grandes situations socio-anthropologiques, liées systématiquement entre elles ; il s'agit de l'« **habitus migratoire** », considéré comme une prédisposition d'un système référentiel de l'élite algérienne et de l'**hégémonie politique**, imposée depuis l'indépendance comme la seule alternative à la société et ses institutions professionnelles. De ce point de vue, la fuite des cerveaux en Algérie est profondément politique, liée systématiquement à des prédispositions migratoires (habitus), élaboré en « *imaginaire dormant/en veille* », et qui ne tardent pas de surgir, à partir des années 80, après l'effondrement de l'État providence - rentier, en 1986, et ses conséquences sur le déroulement des événements sanglants des années 90 (assassinats et fuite massive d'intellectuels).

À cet effet, la présente étude a pour objectifs de restituer ces « états d'âme » vécus douloureusement par l'intelligentsia algérienne dans son contexte migratoire. Il s'agit d'un contexte historique caractérisé par un ensemble d'événements sociopolitiques qui ont affectés profondément la mémoire collective, elle-même, restée depuis cette période, otage des non-dits et transformée en un refoulé collectif transgénérationnel, structurant inconsciemment les foyers migratoires intellectuels dormants et agissant sur les « habitus migratoires » chez les intelligentsias algériennes. Bourdieu définit l'habitus comme un « ...système de dispositions acquises par l'apprentissage implicite ou explicite qui fonctionne comme un système de schèmes générateurs, est générateurs de stratégies qui peuvent être objectivement conformes aux intérêts objectifs de leurs auteurs sans avoir été expressément conçues à cette fin » (Bourdieu, 1980 : 119). De ce point de vue, nous

considérons que l'habitus migratoire<sup>1</sup> est un état psychologique propre aux sujets-migrants, déterminé par des conditions sociohistoriques propres aux individus dans un champ social bien déterminé. Ces conditions sont génératrices de dispositions qui mettent les intelligentsias algériennes dans des états réflexifs douloureux avant et pendant leurs prises de décisions définitives au projet d'émigration. Nous essayons dans cette présente étude<sup>2</sup> de rendre intelligible quelques déterminants psychosociologiques qui ont structuré la dynamique migratoire des intelligentsias algériennes, en l'occurrence *la contagion mentale et l'intuition collective*.

## 1. Dynamique migratoire

### 1.1. La « contagion mentale »

La « contagion mentale » est vécue par des intellectuels qui ont déjà perdu leurs amis un certain Mardi à 9h du matin, ou à 18h du soir, comme le souligne l'un des journalistes engagé qui croyait à une « Algérie plurielle » juste après la révolte populaire du 5 octobre 1988. Un « rêve assassiné » avec le début des liquidations physiques des intellectuels et l'émergence de l'intolérance à tous les niveaux, « *L'année 93 c'était l'année où il y avait le plus de journalistes tués. C'était l'année où on était tout le temps dans les cimetières en train d'enterrer nos copains journalistes. Ça commençait à devenir insupportable, insupportable. D'ailleurs quand on se retrouvait au cimetière chacun regardait l'autre en se disant à qui le tour. On vient enterrer un copain mais demain peut-être que c'est toi, c'est moi. Donc c'était quand même une atmosphère insupportable. Il y a une terreur généralisée qui s'est abattue sur les cadres et les journalistes en particulier. On ne peut pas vivre, mais survivre, c'est juste pour rester vivant jusqu'au lendemain. Ce n'est pas un projet de vie. Donc avec les événements ça devenait insupportable. Avant je n'avais pas l'intention de partir. J'avais décidé de me battre* ». (A, journaliste, 43 ans, installé en France depuis 1994).

Le contexte des années 1990 a été une rupture radicale par rapport aux pratiques professionnelles des intellectuels algériens, notamment pour ceux qui se sont engagés dans des organisations politiques, ou pour ceux qui ont affiché leurs idées publiquement par des écrits et des positions dans la presse. L'espace public a été toujours l'espace des « courageux ». Un enjeu pour des intellectuels qui osent exposer leur soi-même réflexif. Un engagement qui a coûté la vie et a poussé des centaines d'intellectuels à l'exil et au repli sur soi, comme le confirme l'un des professeurs interviewés, « *je n'ai pas reçu de lettres. J'ai reçu des messages sur mon appareil téléphonique, qui ont duré un bon moment, par lesquels on psalmodiait le coran. Donc ça m'apparaissait des menaces,*

---

<sup>1</sup> Cette notion opérationnelle est le fruit de nos travaux de terrain réalisés auprès des intelligentsias algériennes diasporiques et nationales. L'habitus migratoire est le pur produit des conditions historiques des systèmes sociaux hégémoniques, empêchant l'émergence du sujet-pensant.

<sup>2</sup> Nous exploitons un corpus de **45 entretiens approfondis (semi-directifs)**, que nous avons réalisé entre **2007/2010**, avec des élites professionnelles installées en France. Il s'agit de personnes qui ont déjà capitalisé une expérience professionnelle et sociale qui varient **entre 2 à 20 ans**, en Algérie, avant de s'installer en France.

*c'est clair. Et dans le climat.... il faut se reporter au climat de l'époque, parce qu'on est quand même des centaines à être partis. Dans ce climat là, évidemment, ça crée une espèce de panique. Une panique.... Par laquelle on dit : il vaut mieux être vivant dehors que mort chez soi, c'est comme ça que ça se passe ».* (I, Professeur, 62 ans, installé en France depuis 93).

Dans d'autres situations, ces intellectuels sont stigmatisés dans leur milieu familial et environnement social, notamment par rapport à leur attitude de distanciation par rapport à leur milieu d'appartenance. Il s'agit d'une « socialisation secondaire » qui est le pur produit de leurs trajectoires scolaires et professionnelles, qui peut être compatible ou en contradiction totale avec l'héritage familial. Dans ces conditions, les intellectuels algériens se trouvent, dans certaines conditions, en rupture radicale avec leur forme identitaire biographique communautaire (Nous). La volonté de se confirmer les met dans une situation d'exclusion et de conflits. Dans ces conditions certains intellectuels algériens se marient avec des étrangères, adoptant « une nouvelle vie » par rapport à leur groupe d'appartenance. Ces différenciations sociales sont objets, dans certains cas, de conflits sociaux et génératrices de désirs à l'émigration.

D'autres stigmates sont de l'ordre des milieux professionnels. En effet, sous l'effet de l'idéologie unanimiste adoptée par la Parti-État depuis l'indépendance, les compétences professionnelles et l'intelligentsia algérienne, contournent leurs milieux professionnels par des luttes « syndicales ». Des luttes qui ne tardent pas à se radicaliser pour se transformer en des luttes violentes pendant les années 1990, notamment avec la montée « inattendue » en 1990 d'une autre forme d'hégémonie politique de type religieux, incarnée par le Front islamique du salut (FIS), lors de sa « victoire » aux élections municipales (1990/1991). Dans ces conditions, la lutte pour la « réislamisation » de l'espace du travail a commencé par la stigmatisation des cadres et des compétences professionnelles qui s'opposaient ou qu'ils soupçonnaient être contre leur « projet » religieux. Cette stigmatisation s'est transformée dans certains cas en une haine de l'autre. Des harcèlements et intimidations dans le milieu professionnel se sont déclenchés pendant cette période de basculement de rapports de forces au profit des islamistes. Le sentiment de menace dans le milieu de travail est vécu directement ou indirectement par toutes les compétences professionnelles, majoritairement francophones. Certains intellectuels ont été stigmatisés, surveillés ou assassinés par leurs « collègues » de travail. Le champ professionnel algérien subit depuis ces années une rupture violente. Des acquis professionnels se trouvaient subitement objet de disparition et de rupture générationnelle avec la liquidation physique d'éminents intellectuels et à leur émigration forcée, laissant derrière eux un riche capital professionnel. La mémoire intellectuelle algérienne va subir une amnésie profonde, provoquant une panne dans la dynamique sociale des idées et une crise dans les professions intellectuelles en Algérie.

## 1.2. L'« intuition collective »

L'« intuition » est une forme déductive et une perception d'une situation. C'est le cas, des intellectuels algériens, qui se trouvent dans la même position d'engagements publics,

politiques et scientifiques similaires, qui ont été l'objet d'assassinat ou d'exclusion; donc, un avenir proche ou lointain, leur réserve le même sort (à qui le tour ? comme disaient nos interviewés après avoir perdu leurs collègues ; *afhem ya el fahem* - devinettes en Arabe dialectal Algérien -). En effet « *Les années 1993-1995 en Algérie ont été particulièrement dangereuses pour les intellectuels et les journalistes sur lesquels s'abattra une vague de violence inouïe. Ce qui leur est reproché n'est pas encore clairement établi. La peur va s'installer chez tous ceux qui de près ou de loin appartiennent à ce groupe dont les contours objectifs ne sont pas clairement définis. Tous les francophones en général se sentiront menacés, notamment les journalistes et les universitaires. Cette vague d'assassinats que la presse avait qualifiée à l'époque d'« intellectocide » s'accompagnera d'une vague d'exil des intellectuels qui fragilisera davantage ceux qui sont restés sur place. Cependant, si le départ peut donner le sentiment d'une solitude fragilisante, il peut également engendrer un sentiment de responsabilité qui transforme la peur en témérité. Phénomène que l'écrivain et journaliste Tahar Djaout avait résumé dans une formule prémonitoire devenue célèbre : « Si tu dis, tu meurs ; si tu ne dis pas, tu meurs. Alors dis et meurs. Il sera parmi les premiers assassinés »* (Moussaoui, 2000 : 51).

En général, c'est une catégorie d'intellectuels qui ne sont pas menacés directement comme certains, mais ils ont, intuitivement, à tort ou à raison, « deviné leur sort » s'ils persistaient à rester. Un des enseignants, a exprimé ses *angoisses de mort*, « *C'est facile pour eux. Par conséquent ils frappaient. Ils tuaient. Je savais très bien qu'allait venir mon tour. Tu comprends ? Donc ...et puis j'avais constaté que quelques-uns d'entre nous étaient frappés le mardi ...oui régulièrement le mardi... Le mardi à 9h du matin ou à 18h. Donc j'ai compris qu'il s'agissait peut être d'un rituel* » (A.B. professeur, installée en France depuis 1994).

Dans les mêmes conditions sécuritaires, certains interviewés considèrent que l'assassinat du président Mohammed Boudiaf est symboliquement un message révélateur du *statut* de la « vie Humaine » et du « Droit à la vie », dans le champ des représentations et les pratiques politiques en Algérie. Tuer publiquement un président de la république c'est « instituer la violence », comme le confirme un enseignant-chercheur, militant des Droits de l'Homme, affecté profondément par l'assassinat du Président Boudiaf. Du coup, il se trouvait condamné à quitter l'Algérie, tant que la vie humaine n'est pas garantie, « *Il y a eu un autre élément qui probablement a dû jouer, qui était un élément.... Là aussi....qui était dans l'histoire de l'Algérie, mais aussi dans mon histoire à moi....c'est l'assassinat de Boudiaf. Quand vous avez un président de la république, assassiné en public et que.....jusqu'à aujourd'hui on n'a pas encore de réponse... attenter à un président de la république, alors qu'est ce que c'est qu'un individu ! Les algériens devraient y penser... pour moi le déclenchement de la violence c'est l'assassinat de Boudiaf, c'est là qu'on a ouvert la voie à la violence. Ce n'est pas... même s'il y a eu des attentats, Guemar, Bouiali, ainsi de suite... je pense que... on a touché le sommet qu'est ce que vous voulez qu'on fasse, même le président on pouvait l'assassiner !!!... »* (I, MC en économie, 58 ans, installé en France depuis 1994).

En effet, cet assassinat politique a ouvert les portes de l'enfer. Depuis le 29 juin 1991, date de l'assassinat public du Président de la république Mohammed Boudiaf, l'Algérie sombre dans une spirale de violence extrême. Des intellectuels, écrivains et artistes... ont été la cible des actes terroristes. La « révolution octobérienne – 05 octobre 1988 – » prenait une autre trajectoire inattendue. Les déceptions s'accumulaient et le sentiment d'insécurité s'installait, pour donner naissance à une vague massive de fuite d'universitaires, médecins, journalistes, écrivains, etc.

Un autre témoignage d'un journaliste qui faisait partie des fondateurs de la presse écrite arabophone privée (El Khabar – l'information –, El Waket – le Temps –), très engagé de par sa vocation professionnelle, nous exprime ses profonds sentiments d'insécurité après avoir perdu ses confrères assassinés pendant les années 1990, « *Les menaces ne sont pas personnalisées, ce n'est pas personnel. Le journal où je travaillais, il y avait, des menaces comme beaucoup de journaux. Je n'ai pas reçu une menace directe. Les gens qui ont été liquidés, la plupart n'avaient pas reçu de menaces. Mais, il y avait une menace...* » (Z, journaliste, 50 ans, installé en France depuis 1994).

Un autre exprime son angoisse par rapport aux séries d'assassinats d'intellectuels algériens pendant les années 90, « *J'avais peur. Je n'ai pas reçu de menaces, mais j'avais peur. Parce que, si vous vous rappelez à l'époque, on commençait à liquider un certain nombre d'universitaires, intellectuels, journalistes et autres, donc je me disais peut être qu'un jour, on ne sait jamais, ça pourrait nous arriver* » (D, MC, 58 ans, installé en France depuis 1994). La psychose était partout, vécue comme un profond traumatisme. Tout le monde suspectait tout le monde, « *Il y a eu des... comment dire... des gens bizarres qui se pointaient devant la maison, alors que je connais tous les gens du quartier et... il y a eu des gens bizarres, des voitures bizarres. Des gens qui guettaient quand est ce que je sortais, quand est ce que je rentrais... des personnes que je ne connais pas du quartier... Après un moment je n'allais plus à la maison à Alger* » (H, 38 ans, Journaliste, installé en France depuis 94).

L'un de nos interviewés nous relate dans son récit, les « conditions paranoïaques » terrifiantes, avant sa décision de quitter l'Algérie, notamment après l'assassinat de son chef de service, le Professeur Mahfoud Boucebci, « *À ce moment-là on ne pense pas à ça. Pas sur le coup. Sur le coup on est révoltés et ensuite .... J'étais là-bas quand il a été abattu à 8h30, 8h45. Non c'était des collègues, d'autres collègues. Qui l'avaient accompagné d'ailleurs dans sa propre voiture à Ain Nâdja, et puis nous, on a suivis. Tout le monde a suivi. Son décès a d'ailleurs à Ain Nâdja a été déclaré à 14h. Au début je suis arrivé seul ici. Donc les 9 mois pratiquement j'étais seul ici. Pour moi le projet, au terme de la formation les choses allaient se stabiliser ici et revenir. Parce que j'étais en mise en disponibilité, et puis à un moment donné ma femme et mes enfants m'ont rejoint pour passer des vacances ensemble ici, et le projet c'était de repartir, en septembre ensemble. J'avais terminé ma formation, c'était bon. En septembre, en discutant, en réfléchissant, J'ai discuté avec mon épouse, qui est aussi médecin, c'est là qu'on a décidé de rester ici. Rester parce que la situation continuait à se dégrader, parce qu'on risquait d'être ciblés nous même, parce qu'on ne pouvait plus continuer, on avait peur quoi. Voilà. Les*

*conditions sécuritaires, l'assassinat du chef de service. Il y a eu aussi l'assassinat d'un certain nombre de personnes qui évoluaient dans la mouvance syndicale. Les assassinats tout ça. De loin, des gens avec qui on partageait le même idéal. On se voyait dans les luttes, les réunions, les assemblées générales. À partir de ce moment-là j'ai commencé à être extrêmement prudent et à être très méfiant, d'autant plus que la personne qui a ciblé Boucebci est un infirmier qui travaille dans le même hôpital que moi. Et c'est comme ça que de juin jusqu'au mois d'octobre j'ai commencé à être très attentif, très prudent et très vigilant en changeant de trajets régulièrement, en n'ayant pas les mêmes horaires de sortie, je passais mes nuits à veiller jusqu'à 4h, 5h du matin, ensuite ma femme se réveillait ensuite je dormais jusqu'à 8h, 8h30 du matin...."c'est de la vigilance. J'avais peur que des gens viennent, compte tenu de mon engagement, de ma fonction, ...donc j'avais peur. Je n'ai jamais reçu de menaces directes, je n'ai jamais reçu de courrier, je n'ai jamais été suivi, je n'ai jamais été touché physiquement. Mais je sentais que c'était des personnes qui avaient le même profil que moi qui ont été assassinées. Et l'élément qui a amené la prudence, ou l'élément traumatique, on va l'appeler comme ça, c'est l'assassinat de Boucebci et le fait que, que parmi le groupe qui a été arrêté, il y avait un infirmier qui travaillait à l'hôpital et c'était un infirmier qui se renseignait sur les gens, il demandait « celui-là qu'est-ce qu'il fait ? Est-ce qu'il fait la prière ?, Est-ce qu'il fait carême ? » On l'a su par la suite » (R. Psychiatre, 54 ans, installé en France en 1993).*

Dans ce contexte d'insécurité des années 1990, l'intelligentsia « exilique », c'est-à-dire, celle qui vivait toujours dans un processus de critique et de questionnements permanents, l'émigration est vécue comme une rupture violente avec la trajectoire scolaire, professionnelle et sociale. Son processus migratoire est un saut douloureux dans son identité personnelle et professionnelle, notamment pour la génération qui a accompagné le processus développementaliste engagé par le Parti-État depuis 1967 et qui croyait, sous l'emprise de l'idéologie dominante au slogan de « l'Algérie meilleure » et « exemplaire dans le continent Africain et Arabe ». Cet embrigadement idéologique<sup>3</sup> de l'époque ne va pas tarder, à l'exception de certains intellectuels, à mettre toute une génération de cadres et de compétences professionnelles dans un processus de déception profonde, notamment à partir des années 1980<sup>4</sup>.

Toute cette mémoire de luttes accumulée au sein de l'université et dans l'ensemble des milieux professionnels est incorporée et refoulée dans l'inconscient collectif de ces deux fractions idéologico-linguistiques. Chacun défendait son « territoire ». La communication était presque impossible entre elles. Dans certaines situations, les luttes étaient violentes au sein des institutions. L'équilibre bascule à partir des années 1990, pour donner naissance à un mouvement anti-intellectuel, sous forme de liquidations physiques et de menaces de mort quotidiennes. Des intellectuels qui partageaient les mêmes idéaux, qui ont perdu leurs

---

<sup>3</sup> Karim Khaled, « Politique de formation à l'étranger et l'émigration intellectuelle algérienne », Les cahiers du cread, n° 109, 2014, p. 122.

<sup>4</sup> Karim Khaled, « Les quatre âges de l'émigration intellectuelle algérienne », in, Mohammed Saib Musette (éd), De la fuite des cerveaux à la mobilité des compétences, éd. cread, Alger, 2016, p. 160.

collègues, ou qui ont subi des menaces écrites ou verbales, ont deviné leur sort ; il fallait se cacher ou quitter le territoire algérien. Des centaines d'intellectuels, universitaires, journalistes, médecins etc...quittaient l'Algérie pour s'installer ailleurs. Pour des raisons historiques, familiales et grâce à des réseaux sociaux d'amis, ethniques et idéologiques ce mouvement migratoire trouvait refuge en France.

### **Conclusion**

Finalement, l'émigration intellectuelle algérienne est fondamentalement un processus endogène qui ne date pas des années 1990, période des grandes ruptures. Mais, au contraire, elle est fondamentalement liée aux soubassements d'ordre culturel et idéologique. Il ne s'agit pas d'un mouvement sous des contraintes économiques, mais pour des raisons de confirmation et de réalisation de soi, à la fois, dans son milieu communautaire et professionnel. La confirmation de soi a toujours été un enjeu politique en Algérie. La confirmation du « *soi-même réflexif* » comme signe de conscience de l'intelligentsia algérienne par rapport à ses rôles et statuts, se heurte à des conditions sociales et politiques de type hégémoniques, empêchant toute émergence de l'individu pensant et entrepreneur. L'identité personnelle de l'intellectuel en Algérie est déterminée fondamentalement par des modes d'identifications de types communautaristes et idéologiques hégémoniques.

L'intelligentsia algérienne de vocation se trouve structurée sous forme de foyers migratoires dormants, où une dynamique migratoire est en perpétuelle posture de veille. Les différentes ruptures, passives et actives sous toutes leurs formes sont des processus historiques incarnés par l'intelligentsia algérienne. Le caractère hégémonique qui domine à la fois le champ socioprofessionnel et « l'épistémè » de la conscience collective de la société algérienne a structuré l'histoire cyclique de celle-ci, en refusant à l'individu la reconnaissance de son individualité intime. C'est un ostracisme qui a touché profondément la « *matière vivante* » de la société, dans un processus à la fois lent et, dans d'autres cas, accéléré, sous formes de ruptures violentes, notamment pendant les années 90.

### **Bibliographie**

- BOUKHOBZA M'hammed (1991), *Octobre 88, Évolution ou rupture ?* Bouchene, Alger.
- BOURDIEU Pierre (1980), *Questions de sociologie*, Éditions Minuit, Paris.
- DUBAR Claude (2005), *Sociologie des professions*, Armand Colin, Paris.
- DUBAR Claude (2000), *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*, PUF, Paris.
- GHALAMALLAH Mohammed (2011), *L'université et sa gouvernance*, Éditions Cread, Alger.
- KADRI Aïssa (2010), « Générations migratoires : des paysans déracinés aux intellectuels "diasporiques" », *NAQD*, N° 26/27.

KHALED Karim (2015), « Logiques institutionnelles et perversions des vocations professionnelles en Algérie. Aux sources de l'exil intérieur », in : *Les enjeux de la formation des élites maghrébines en France*, (L. Gardelle, M. Benguerna éd.), Publisud, France.

KHALED Karim (2016), « Les quatre âges de l'émigration intellectuelle algérienne », in : *De la fuite des cerveaux à la mobilité des compétences* (M. S. Musette éd.), Éditions Cread, Alger.

KHALED Karim (2014), « Politique de formation à l'étranger et l'émigration intellectuelle algérienne », *Les cahiers du Cread*, n° 109.

MOUSSAOUI Abderrahmane (2001), « Du danger et du terrain en Algérie », *Ethnologie française*, vol. 31.

SAYAD Abdelmalek (2002), *Histoire et recherche identitaire*, Éditions Bouchène, Paris.

---

KARIM KHALED

Centre de Recherche en Économie Appliquée pour le Développement, Alger  
Courriel : k.khaled@cread.dz